DJEMILA

«La critique du dogme est

Par Khadidja Baba-Ahmed

Djemila Benhabib vient de publier un dernier essai intitulé Après Charlie (éditions H&O) consacré, comme les premiers, à l'islam politique et les rempart et solution uniques contre son extension que sont la laïcité et la démocratie.

Prenant pour prétexte le massacre perpétré en janvier 2015 dans les locaux du journal satirique Charlie Hebdo — où elle y perdit, entre autres, son ami Charb —, l'auteure se sert de cet événement tragique et barbare pour démonter la machine de l'islamisme. Contrairement à certains essayistes et autres spécialistes autoproclamés de ce phénomène, l'analyse que nous offre Benhabib fustige toutes les concessions du genre «des égarés de banlieues, des laissés-pour-compte et autres misérables jeunes sans avenir», et encore autres « auteurs d'ssassinats aveugles…». Ceux qui commettent les crimes islamistes que connaît le monde aujourd'hui ne «sont pas des fous d'Allah, ce sont des gens on ne peut plus rationnels».

L'odeur des crimes qu'ils commettent, alors qu'elle apprend et assiste à la retransmission TV des crimes à Charlie Hebdo, Djemila Benhabib la connaît. Le bruit des mitraillettes, elle connaît aussi et explique : ce bruit, «croyez-moi, je connais, il est gravé dans ma tête à jamais… une odeur qui me vient de mon autre vie. Là-bas en Algérie». C'est, tout au long de l'essai, ce lien entre l'assassinat des journalistes de Charlie Hebdo et les assassinats de Djaout et de 123 autres confrères en Algérie que l'auteur met en relief. «Le lien entre Charb et Djaout est évident.» Ces deux-là avaient «la même envie de construire un monde plus humain. Et leurs assassins la même aversion de la liberté»

L'on ne peut, dit-elle, comprendre les attentats terroristes dans l'Hexagone qu'en les inscrivant dans l'échiquier international et la longue histoire de l'islamisme politique. Elle affirme, en outre, que «ces actes sont aussi le produit de pays avec lesquels la France lie des relations diplomatiques, économiques, militaires et stratégiques». L'idéal aurait naturellement été que l'on prenne conscience de la nature des actes terroristes perpétrés en Algérie. Ça n'a pas été le cas.

«Si collectivement, nous avions pris la mesure de leur (les islamistes) force destructrice il y a vingt ans de cela, et si nous avions consenti à mettre tous les moyens nécessaires pour les affaiblir, sur les deux rives de la Méditerranée, alors peut-être que l'assassinat du journaliste kabyle aurait permis d'épargner la vie du dessinateur parisien.» Mais, rappelle l'auteure, face aux crimes commis, impossible de se faire entendre. «Les démocrates algériens ont été abandonnés. Mais ils n'ont pas cessé pour autant de résister», ajoute-t-elle. Résister, mais comment ? D'abord en nommant les choses par leur nom. «Les visionnaires de Charlie ont compris que si l'on commençait à céder sur le terrain de la liberté d'expression, ce serait tout l'édifice démocratique qui serait remis en question.»

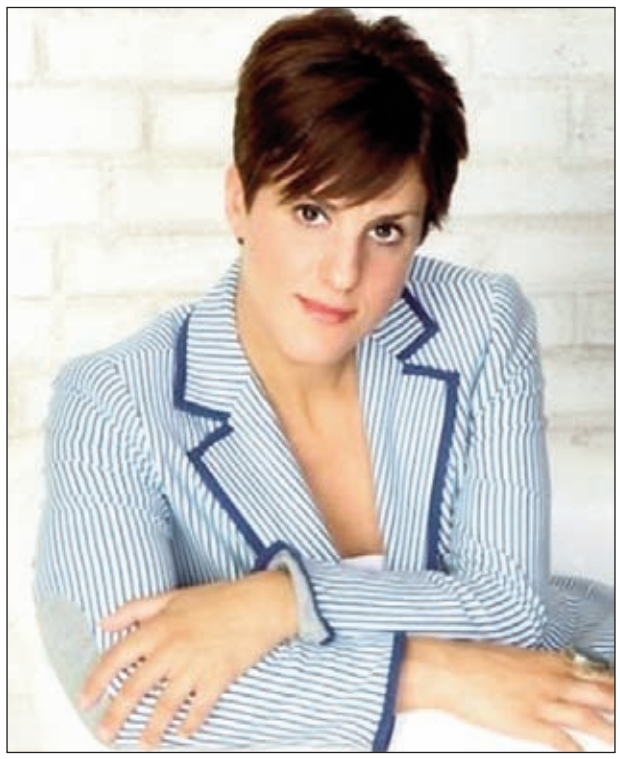

Photo : DR

Djemila Benhabib.

Et c'est précisément cette liberté d'expression qui est aujourd'hui, parfois inconsciemment et d'autres fois sournoisement, remise en question par certains intellectuels, nous dit encore Djemila Benhabib : «Etrange silence. N'ont-ils rien à dire ? Certains continuent d'ergoter mollement avec cette obsession maladive du juste milieu…» D'autres se murent «dans un angélisme sur l'islam et les musulmans». Alors que la menace terroriste n'a jamais été aussi élevée à travers le monde, «certains intellectuels de gôche sortent un lapin de leur chapeau, l'islamophobie».

Ce lapin est aujourd'hui à l'œuvre et on l'a encore vu très récemment avec les attaques en règle contre Kamel Daoud pour avoir, dans une de ses chroniques, nommé les choses, sans détour et à contre-courant de ce que les bien-pensants attendaient de lui.

Une urgence pour Djemila Benhabib : «Elever le sujet musulman à l'universel, désacraliser l'islam pour n'en faire qu'une religion parmi tant d'autres, ni plus ni moins.» Face à toutes les tentatives mises en œuvre pour «islamiser la modernité», et elles sont nombreuses, il s'agit aujourd'hui de leur opposer «la modernisation de l'islam». Mieux encore, reconnaître, comme l'a fait Abdelwahab Meddeb, l'essayiste et politologue tunisien, que «l'islamisme est, certes, la maladie de l'islam, mais les germes sont dans le texte lui-même». Quelle solution et quel combat mener aujourd'hui contre l'expansion de l'islamisme politique ? Sa réponse est ferme : le combat pour la laïcité et la démocratie.

Elle y répond en corrigeant, ce faisant, plusieurs confusions liées à l'utilisation inappropriée et en tout cas fausse du concept de laïcité. «La liberté de religion n'est pas le droit absolu de religion. La laïcité, principe philosophique, politique et juridique, réunit dans la vie publique croyants et non-croyants, sans exclure personne.

La laïcité ne cherche pas à promouvoir l'athéisme. La laïcité n'a que faire de l'existence ou non de Dieu. Cette question n'est pas de son ressort. La laïcité est centrée sur l'homme, les hommes, tels qu'ils sont, avec les croyances qu'ils ont ici et maintenant. Sa préoccupation principale est le bien commun.» Djemila Benhabib, pour répondre à la question «que faire alors ?», rappelle la réponse qu'en donne Boualem Sansal, signataire d'ailleurs de la préface de cet essai : «Avant le terrorisme et avant l'islamisme qu'il faut résolument combattre et éradiquer, est l'islam qu'il faut soustraire des mains des doctrinaires fous, comme est la pensée théologique islamique qu'il faut refonder à la lumière de la démocratie et de la laïcité. Ce n'est pas à la démocratie de s'adapter à l'islam, elle ne fait que prôner la liberté, l'égalité, la fraternité, c'est l'islam qui doit apprendre à vivre dans la liberté, l'égalité et la fraternité.»

Les thèses de Djemila Benhabib ne sont pas nouvelles : elle a eu à les développer dans ses précédents ouvrages. Cette fois-ci, pour les nouveaux censeurs, l'auteure a transgressé et dépassé les nouvelles limites que l'on impose à tous ceux et celles qui posent les véritables problèmes et qui donnent les solutions pour sortir de l'islamisme politique et poursuivre le combat pour la liberté et la démocratie.

La contribution de l'auteure au seul débat qui vaille le coup dérange et Benhabib est devenue, depuis la sortie de ce dernier essai, la victime de lynchages médiatiques jusqu'à l'accuser de plagiat pour certains textes de ses blogs.

Si le but est de la faire taire, lui imposer le silence, nous lui donnons, nous, justement, la parole, parce que nous considérons qu'il est temps de cesser de se plier à tous ceux qui imposent à nos sociétés jusqu'à éviter de parler de laïcité ; la société, selon leurs recommandations, n'étant pas encore prête.

K. B.-A.

Soir d'Algérie : Qu'est-ce qui a déclenché en vous la volonté d'écrire ce dernier essai? Le macabre attentat de* Charlie Hebdo *était-ce la seule raison ?

Djemila Benhabib : Non, bien évidemment. La boucherie du 7 janvier 2015 a été, certes, un facteur déclencheur, mais il y avait en moi, depuis quelques années déjà, un besoin de faire le point sur les monstrueuses attaques consécutives que subissent les journalistes et les intellectuels, autant ceux qui résident dans les démocraties occidentales, que ceux établis dans les pays musulmans, lorsqu'ils traitent des questions liées à l'islam. Bien que la nature des attaques soit différente, l'objectif est le même : faire taire, censurer, éliminer une posture idéologique et politique critique vis-à-vis de l'islam. Il y a aujourd'hui, où que l'on soit, une véritable chape de plomb qui pèse sur le débat public à l'évocation de l'islam, une forme de censure pernicieuse par moment, ouverte par d'autre.

Qu'en est-il, pour vous, de l'islamophobie qui aurait gagné du terrain, notamment en France ? Une construction médiatique ? Une réalité compréhensible après les dramatiques actions terroristes ? Une manipulation des événements par l'extrême droite ?

Il y a autour de ce concept de l'islamophobie une terrible ambigüité. Qu'est-ce l'islamophobie ? La critique du dogme islamique ou la critique des musulmans pour ce qu'ils sont ? Si c'est la critique du dogme, nous sommes alors dans un rapport distancié, objectif et apaisé avec le religieux. Depuis les philosophes des Lumières, la critique des dogmes est permise et j'ajouterai même souhaitable.

Si l'on se réfère au cheminement de la pensée théologique de la chrétienté ainsi qu'à sa pratique, le christianisme a évolué grâce à la critique. Son entrée dans la modernité l'a affranchi de ses nombreux boulets. Le même exercice est à souhaiter avec l'islam. Car l'analyse qu'en a fait le regretté Meddeb exige de notre part lucidité, courage et intelligence. La Maladie de l'islam est l'islamisme, écrivait-il. Comment s'imaginer à partir de là renouveler notre pensée, élever nos sociétés vers l'humanisme et la modernité sans cet exercice critique? J'en arrive au deuxième volet de votre question, à savoir la critique des musulmans pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des personnes appartenant à des cultures différentes et une ère civilisationnelle marquées par l'islam. Il y a un mot pour décrire cette façon abjecte de considérer les êtres, le racisme. Alors pourquoi ne pas l'employer pour lever toutes les ambiguïtés ? Y a-t-il un racisme antimusulman en Occident ? Certainement. Au même titre qu'il y également des racismes qui marquent les différentes sociétés musulmanes. Il n'y a qu'à voir le traitement que subissent les immigrants asiatiques dans les pays du Golfe ou encore celui des personnes de race noire au Maghreb.

En avançant cela, je ne veux pas donner l'impression de banaliser le racisme antimusulman. Je dis tout simplement que le racisme naît d'un rapport confus et difficile avec l'altérité et les musulmans n'y échappent pas. Il est bon de s'en rappeler et d'élargir notre focal sur le sujet.

Vous évoquez, avec ironie, «la parfaite symbiose de l'islam politique et de la démocratie que vantent certains observateurs occidentaux et qui fait qu'ils présentaient les Frères musulmans comme des islamistes modérés par opposition aux purs et durs du salafisme».

A l'épreuve des faits, en est-on toujours dans cette approche ?

En réalité, il faut toujours se poser la question : «modéré» par rapport à qui et en fonction de quel référentiel ? Si l'on est un démocrate, tout décryptage que l'on fera de la nature des acteurs politiques s'inscrira forcément dans un référentiel démocratique, par définition marqué par la séparation des pouvoirs politique et religieux, la pluralité politique, l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect de la diversité sexuelle, la liberté de conscience et la liberté d'expression.